SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1864-1865.

Premier feuillet des Pétitions.

M. D'OMALIUS D'HALLOY, 1^{er} Rapporteur.

- N° 1. — 1° Le Conseil communal de Bruxelles demande que le Sénat adopte, avant de se séparer, le Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.
- 2° Le Conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean demande que ce même Projet de Loi modifie l'article 19 de la loi communale, en abrégeant de moitié le délai endéans lequel aura lieu la classification des communes.
- 3° Le collège échevinal de Saint-Gilles demande l'adoption du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Législature.
- 4° Même requête du Conseil provincial de Liège, qui prie le Sénat de ne point se séparer avant d'avoir voté ce Projet de Loi.
- 5° Même requête du Conseil communal de Schaerbeek.
- 6° Même requête du Conseil communal de Mons.
- 7° Même requête du Conseil provincial du Brabant.
- 8° Le Conseil communal de Gand proteste contre la conduite de la droite à la Chambre des Représentants, et demande l'adoption du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Législature.
- 9° Le Conseil provincial du Luxembourg demande que le Sénat ne se sépare pas avant de voter le Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.
- 10° Même requête du Conseil communal de Louvain.
- 11° Le Conseil provincial d'Anvers demande le rejet du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.
- 12° Même requête du Conseil communal d'Anvers.
- 13° Le Conseil communal de Wavre demande l'adoption du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.
- 14° Même requête du Conseil communal de Liège.
- 15° Même requête du Conseil communal de Waremmé.
- 16° Même requête du Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode.
- 17° Le Conseil communal de Marchienne-au-Pont demande l'adoption ou au moins la discussion pendant la présente session, du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.

18° Le Conseil communal d'Ostende demande que les Chambres législatives ne se séparent pas sans avoir délibéré sur ce Projet de Loi.

19° Même requête du Conseil communal de Verviers.

20° Même requête du Conseil communal de Borgerhout.

21° Le Conseil communal de Berchem demande l'adoption du Projet de Loi portant augmentation du nombre des membres de la Représentation nationale.

22° Même requête du Conseil communal de Hasselt.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 2. — Le sieur Charles Dugauquier, domicilié à Soignies, demande que l'art. 8 de la loi du 8 mai 1850 instituant une caisse générale de retraite soit modifié en ce sens que l'entrée en jouissance de son bénéfice soit fixée à 50 ans.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

N° 3. — M^{me} Lehouque, veuve Havard, réclame la pension dont elle jouissait comme veuve d'un ancien employé, et dont elle a été privée par suite d'un second mariage.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

M. TELLIER, 2^{me} Rapporteur.

N° 4. — Un très-grand nombre de négociants et propriétaires de bateaux, demandent un abaissement du prix des péages sur les canaux et rivières, comme conséquence de l'abaissement du prix des transports par les chemins de fer.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 5. — Le Conseil communal de Gosselies exprime le vœu que la concession des chemins de fer directs du bassin de Charleroi à Bruxelles par Gosselies, et de Frameries à Gosselies par Fontaine-l'Évêque et Binche, soit accordée dans le plus bref délai possible.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

M. le Baron BETHUNE, 3^{me} Rapporteur.

N° 6. — Explications transmises par M. le Ministre des Finances sur la requête d'un nombre considérable de marchands de Bruxelles et de Liège, se plaignant des exigences des agents de la Douane, dans l'application des dispositions du traité franco-belge.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 7. — Le sieur Lauvaux de Franchimont, demande que le service dans la gendarmerie soit encouragé par une solde plus forte, et par la non admission dans ses rangs, d'officiers appartenant à d'autres corps.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 8. — 1° Plusieurs habitants d'Oostroosbeke, province de la Flandre occidentale, demandent que les fonctionnaires tant de l'ordre administratif que de l'ordre judiciaire soient tenus de fournir la preuve qu'ils connaissent la langue parlée par la population de leur ressort.

2° Même requête de plusieurs habitants de Sottegem.

3° Même requête de plusieurs habitants de Termonde.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 9. Les membres de la Société de l'ancienne Rhétorique de Saint-Pierre à Grammont, demandent que les personnes appelées à des fonctions publiques dans les provinces flamandes, possèdent la langue de la population, que l'usage de la langue flamande soit obligatoire pour l'administration, alors que le public le désirera, et qu'il en soit de même pour les procédures judiciaires.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. le BARON DE LABBEVILLE, 4^e Rapporteur.

N° 10. — Explications transmises par M. le Ministre des Travaux Publics, sur la requête de l'Administration communale de Namur, réclamant la canalisation de la Meuse jusqu'à la frontière de France.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 11. — 1° Le Secrétaire des communes de Thisne et de Monstreux demande que le traitement des secrétaires communaux soit fixé d'une manière uniforme, et basé sur le chiffre de la population de chaque commune.

2° Même requête du Secrétaire communal de Grez-Doiceau.

3° Même requête du Secrétaire communal de Virginal-Samme.

4° Même requête du Secrétaire communal de Jauche.

5° Même requête du Secrétaire des communes de Marilles, Huppaye, Saint-Jean-Geest, Bomal et Enines.

6° Même requête du Secrétaire communal de Lahulpe.

7° Même requête du Secrétaire communal de Nil-Saint-Vincent-Saint-Martin.

8° Même requête du Secrétaire communal de Perwez.

9° Même requête du Secrétaire communal de Coulture-Saint-Germain.

10° Même requête du Secrétaire communal de Villers-la-Ville.

11° Même requête du Secrétaire des communes d'Ohain et de Lasnè-Chapelle-Saint-Lambert.

12° Même requête du Secrétaire communal de Melin.

13° Même requête du Secrétaire communal de Thorembais-Saint-Trond.

14° Même requête du Secrétaire communal de Genappe.

15° Même requête du Secrétaire des communes d'Ottignies et de Court-Saint-Étienne.

16° Même requête du Secrétaire communal de Marbais,

17° Même requête du Secrétaire communal de Mont-Saint-Guibert.

18° Même requête du Secrétaire communal de Corroy-le-Grand.

19° Même requête du Secrétaire communal de Lathuy.

20° Même requête du Secrétaire communal de Bossu-Gottechain.

21° Même requête du secrétaire communal de Houtain-le-Val.

22° Même requête du Secrétaire des communes de Glimes, Dongelberg, Incourt, Opprebais, Longueville et Piétrebais-Chapelle-Saint-Laurent.

23° Même requête du Secrétaire communal d'Orp-le-Grand.

24° Même requête du Secrétaire des communes de Corbais et Gentinnes.

25° Même requête du Secrétaire communal de Rosières-Saint-André.

26° Même requête du Secrétaire communal d'Ittre.

27° Même requête du Secrétaire communal de Hamme-Mille.

28° Même requête du Secrétaire communal de Bornival.

- 29° Même requête du Secrétaire communal de Mellery.
 - 30° Même requête du Secrétaire communal de Sart-Dames-Avelines.
 - 31° Même requête du Secrétaire communal de Piétrain.
 - 32° Même requête du Secrétaire communal de Jauchelette.
 - 33° Même requête du Secrétaire communal de Bierges.
 - 34° Même requête du Secrétaire communal de Beauvechain.
 - 35° Même requête du Secrétaire communal de Wauthier-Braine.
 - 36° Même requête du Secrétaire communal de Haut-Ittre.
 - 37° Même requête du Secrétaire communal de Tourinnes-Saint-Lambert.
 - 38° Même requête du Secrétaire des communes de Clabecq et d'Oisquerque.
- Conclusions du Rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 12. — Le sieur Jacquinet, notaire à Herve, réclame des modifications à la loi du 23 ventôse an XI sur le notariat, et au tarif du 16 février 1807.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 13. — Le Conseil communal de Saint-Trond demande que la concession d'un chemin de fer de Tongres à Tirlemont par Looz, Saint-Trond et Léau avec embranchement de Looz d'un côté sur Waremmé, et de l'autre sur Diepenbeek, soit accordée au sieur Poussé, géomètre et commissaire-voyer d'arrondissement.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 14. — Le Conseil communal de Grez-Doiceau, province de Brabant, demande que la concession d'un chemin de fer de Bruxelles à Mayence et de Grez à Hal soit accordée.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 15. — Le Conseil communal de Liège demande la canalisation de la Meuse jusqu'à Givet.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

Par M. le Baron de RASSE, 5° Rapporteur.

N° 16. — 1° Le Conseil communal d'Heyst, province de la Flandre occidentale, demande que les jeunes gens de cette localité qui s'adonnent à la pêche maritime, ne soient pas incorporés comme miliciens, pourvu qu'ils continuent leurs voyages en mer;

2° Les membres du Conseil communal d'Adinkerke demandent que les jeunes gens de la Panne qui s'adonnent à la pêche maritime ne soient pas incorporés comme miliciens, pourvu qu'ils continuent leurs voyages en mer.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 17. — Les bourgmestres et échevins des communes des cantons de Peer et d'Achel demandent que le commissariat d'arrondissement ne soit point rétabli à Maeseyck.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 18. — Le sieur Gabriel Lamelin, ancien militaire, domicilié à Courtrai, demande une pension.

Conclusions du rapport. — Ordre du jour.

M. TKINT DE ROODENBEKE DE NAEYER, 6^e rapporteur.

N^o 19. — Explications transmises par M. le Ministre de l'Intérieur, sur a requête du sieur Van Poucke, professeur de musique à Ostende, réclamant l'adoption dans les établissements qui dépendent de l'État ou qui sont subventionnés par lui, d'un diapason fixe et obligatoire donnant huit cent soixante-dix vibrations par seconde.

Conclusions du rapport. — Dépôt au bureau des renseignements.

N^o 20. — Le Collège maritime d'Anvers réclame le maintien de l'arrêté royal du 12 janvier 1853, concernant l'examen des lieutenants et des capitaines à admettre dans la marine marchande Belge.

Conclusions du rapport. — Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.